

# LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DANS LA REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE : LA CLE VERS UNE PAIX ET UNE STABILITE DURABLES

TI-DS FACTSHEET

Réforme du secteur de la sécurité

## Réforme du secteur de la sécurité et corruption : l'impératif de l'intégration

**Lorsque la corruption s'infiltré dans la défense et la sécurité, les conséquences pour la paix et la sécurité sont dévastatrices. Cela peut conduire à l'effondrement de l'état de droit et à une perte de confiance dans les institutions. La corruption prospère dans des environnements ayant de faibles mécanismes de contrôle, un secret excessif et un contrôle démocratique civil limité. L'absence d'une gouvernance efficace constitue le terreau idéal pour le développement de la corruption, ce qui constitue une menace critique si rien n'est fait pour y remédier.**

La lutte contre la corruption doit être intégrée dans les efforts de stabilisation et de consolidation de la paix, y compris la réforme du secteur de la sécurité (RSS). La RSS constitue une

opportunité idéale pour s'attaquer à la corruption, car elle met l'accent sur le contrôle, la gouvernance et l'état de droit.

Cependant, les cadres et les approches existants en matière de RSS négligent complètement ou ne donnent pas suffisamment la priorité à la corruption en tant que cause et conséquence principales des conflits. Ils sous-estiment également la complexité politique de la réforme de la gouvernance en matière de défense et de sécurité, en particulier dans les contextes fragiles et touchés par les conflits. Beaucoup se concentrent sur les approches de « formation et équipement », donnant la priorité à l'état de préparation tactique des forces de sécurité plutôt qu'au renforcement de la redevabilité et de l'intégrité institutionnelle.

La RSS nécessite un rééquilibrage sensible du pouvoir au sein des forces de sécurité. Cela est intrinsèquement politique. Il est essentiel de comprendre les risques de corruption et de renforcer la résilience pour la prévenir et l'atténuer. Pour y parvenir de manière efficace, la lutte contre la corruption doit être intégrée à l'ensemble de la RSS.

## Qu'est-ce que la réforme du secteur de la sécurité?

La réforme du secteur de la sécurité désigne le processus par lequel un pays améliore l'efficacité et la redevabilité de son secteur de sécurité. Elle vise à améliorer la capacité d'un pays à répondre aux besoins de sécurité au sein de ses sociétés tout en respectant les normes démocratiques, la bonne gouvernance, la transparence et l'État de droit.

### ETUDE DE CAS: LE NIGER

Le secteur de la sécurité et de la défense du Niger, l'un des pays les plus pauvres du monde, a du mal à faire face à des menaces croissantes, laissant les communautés sans protection du fait que les groupes extrémistes ont profité de l'immensité du territoire nigérien et de la faible sécurité.

Le programme de RSS au Niger est géré par l'ONU sous la direction du Conseil national de sécurité du Niger. Alors que des progrès sont réalisés, la corruption et la faiblesse de la gouvernance continuent d'entraver les efforts. Selon l'indice d'intégrité de la défense du gouvernement, le secteur de la défense du Niger a une très faible résilience institutionnelle face à la corruption. L'un des principaux défis est la nécessité de renforcer les structures, les lois et les politiques promouvant des institutions de défense et de sécurité redevables, efficaces et démocratiques. Le contrôle est gravement entravé par la faiblesse des flux d'informations entre le gouvernement, les organes d'audit et le parlement, et le budget de la défense ne reste que partiellement transparent. Aucune doctrine militaire ne définit la corruption comme un problème stratégique pour les opérations, et il n'existe aucune stratégie pour en atténuer les effets. Ce manque d'importance accordée à la corruption risque de compromettre les opérations militaires et les tentatives de renforcement de l'intégrité au sein des forces armées.

## QU'ENTEND-ON PAR INTÉGRATION DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION?

Intégrer la lutte contre la corruption signifie l'incorporer en tant que composante transversale fondamentale, plutôt que de la traiter comme une question distincte ou autonome dans le cadre des initiatives de RSS. C'est aborder la lutte contre la corruption comme une dimension intégrale de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques et programmes de RSS. L'objectif ultime est de s'attaquer stratégiquement à la corruption en tant que cause profonde des conflits et de l'insécurité et aussi de renforcer la sécurité humaine.



### En savoir plus

Pour plus de détails sur la lutte contre la corruption par le biais de la réforme du secteur de la sécurité et des études de cas en Afrique de l'Ouest, voir notre rapport sur [l'élément manquant](#) et notre note d'orientation sur [le dénominateur commun](#).

Pour en savoir plus sur les principes et la pratique de la RSS, voir [les ressources du Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève](#).

[L'indice d'intégrité de la défense du gouvernement \(GDI\)](#) constitue une référence utile pour les évaluations de la RSS sensibles à la corruption, donnant un aperçu de la résilience institutionnelle au risque de corruption dans les pays du monde entier, ainsi que de fournir un cadre pour les mesures de lutte contre la corruption dans les domaines à risque clés.

Voir [le Guide d'intervention anti-corruption](#) pour les mesures visant à atténuer les risques liés à la prestation de services de sécurité.



# COMMENT INTÉGRER LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DANS LA RSS : DIX RECOMMANDATIONS

## 1. Reconnaissance des politiques

Reconnaître la lutte contre la corruption comme un principe fondamental de la réforme du secteur de la sécurité en intégrant des normes anti-corruption dans les cadres politiques et les approches de la RSS.

## 2. Évaluations des risques de corruption

Mener des évaluations complètes des risques de corruption dans le secteur de la sécurité, en tenant compte de l'économie politique associée, des dimensions sexospécifiques et des efforts antérieurs de lutte contre la corruption. Collaborer avec les acteurs et les spécialistes nationaux pour intégrer l'analyse de la corruption dans les évaluations de la RSS.

## 3. Mécanismes de contrôle indépendants

Veiller à ce qu'un organisme de surveillance approprié ait le mandat et la capacité de suivre et d'évaluer les mesures de lutte contre la corruption, en garantissant une indépendance, des ressources et une autorité suffisantes pour les enquêtes et les recommandations.

## 4. Gestion des Finances Publiques

Intégrer les réformes de la gestion des finances publiques dans les processus de RSS. Améliorer la capacité dans des domaines tels que l'allocation des ressources, la fiabilité du budget, la transparence financière et les audits.

## 5. Transparence et redevabilité

Promouvoir la transparence en exigeant des rapports réguliers sur les budgets, les dépenses et les achats du secteur de la sécurité. Effectuer des audits et des évaluations indépendants. Appliquer les cadres de passation des marchés publics existants au secteur de la sécurité, avec des restrictions raisonnables si nécessaire pour tenir compte des préoccupations en matière de sécurité nationale.

## 6. Protection des lanceurs d'alerte

Mettre en place des mécanismes de protection complets pour les personnes signalant des cas de corruption, en fournissant des voies de signalement sûres et confidentielles. Offrir des protections juridiques, des incitatifs et de la confidentialité tout au long des processus de signalement et d'enquête.

## 7. Investissement dans le personnel et le renforcement des capacités

Mettre en œuvre des mesures de lutte contre la corruption dans la gestion du personnel, à l'instar de processus de vérification et de codes de conduite. Fournir une formation spécialisée pour sensibiliser aux risques de corruption et promouvoir l'éthique et le professionnalisme.

## 8. Implication de la société civile

Impliquer les organisations de la société civile et les parties prenantes dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des processus de RSS. Favoriser une participation et une consultation significatives pour refléter les différents besoins et promouvoir la transparence et la redevabilité.

## 9. Cadres de suivi et d'évaluation

Établir des cadres pour un suivi de la mise en œuvre et de l'efficacité des mesures de lutte contre la corruption dans les processus de RSS. Évaluer régulièrement les progrès, relever les défis et publier des rapports pour assurer la transparence et la redevabilité.

## 10. Coopération internationale

Collaborer avec les organisations internationales, les organismes régionaux et les pays donateurs pour partager les meilleures pratiques, l'expertise et les ressources dans la lutte contre la corruption dans le cadre des processus de RSS.